

IMPACT DES ALÉAS CLIMATIQUES ET ÉCONOMIQUES sur les résultats des exploitations laitières suivies par l'AFoCG de 2008 à 2012

Introduction :

Depuis plus de 10 ans maintenant, l'AFoCG réalise l'étude comparative des résultats des systèmes plus ou moins intensifs en production laitière.

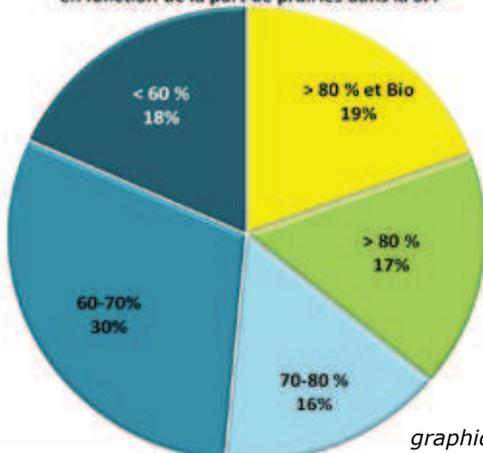
Ces résultats avaient été présentés lors du 1^{er} forum régional des Pays de La Loire en avril 2011, intitulé « D'autres politiques agricoles pour nos territoires ». Les résultats montraient qu'à efficacité économique égale, les systèmes de production herbagers (bio et économes conventionnels) ont des revenus plus sécurisés face aux aléas économiques. Les résultats montraient également que ces systèmes répondaient mieux aux enjeux de l'environnement (moins d'engrais, moins de pesticides et moins de carburant utilisés).

Pour cette année 2012, l'AFoCG a décidé de prolonger cette étude. En effet, les éleveurs viennent de passer deux années climatiques très difficiles. Dans la perspective d'une récurrence de ces aléas climatiques, il nous semble pertinent que nos adhérents aient les éléments pour mieux comprendre l'impact de ceux-ci sur les résultats de gestion des exploitations laitières.

Durant ces deux années, les éleveurs ont été confrontés à une pénurie de fourrages, mettant en péril le bon fonctionnement de leur exploitation. La question du système fourrager en place s'est réellement posée à la fois pour les exploitants agricoles, mais aussi pour les organismes de conseil et les décideurs politiques. La place de l'herbe, ainsi que celle du maïs et de l'irrigation a été mise au cœur du débat ; débat qui permet de mettre en lumière les adaptations et innovations agro écologiques existantes !

Parallèlement, le second forum régional qui s'est tenu en 2012 en Vendée, s'intitulait « D'autres politiques agricoles pour une meilleure gestion de l'eau ». Un focus sur les résultats issus d'années de sécheresse a apporté un éclairage sur l'évolution des résultats en fonction du système fourrager choisi.

Répartition des exploitations de notre échantillon en fonction de la part de prairies dans la SFP



graphique 1

Part moyenne de maïs/SFP en fonction du système fourrager



graphique 2

Méthodologie :

Notre étude s'appuie sur les résultats de gestion d'un panel de 70 exploitations laitières suivies par l'AFoCG en Maine et Loire et Vendée sur quatre années comptables (avril 2008 à mars 2012).

Pour toutes ces exploitations, au moins 75 % de leur produit brut est issu de la vente de lait.

Afin de mieux caractériser les résultats des différents systèmes fourragers existants, nous avons divisé notre échantillon en fonction de la part de prairies dans la SFP. Au sein du groupe dont la part de prairies est supérieure à 80 % de la SFP, nous avons distingué les exploitations en mode de production biologique des exploitations en mode de production conventionnel basé sur un système herbager. Cette distinction se justifie par le système de prix différenciés propre au mode de production biologique.

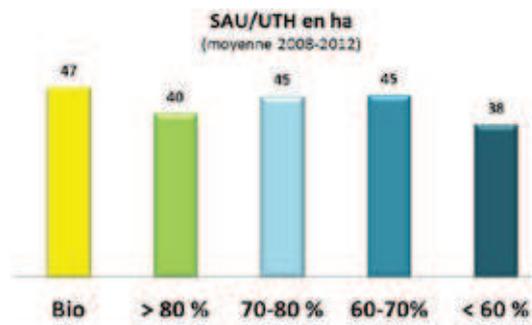
Notre échantillon se compose donc de 13 exploitations en mode de production biologique et 12 exploitations conventionnelles herbagères avec plus de 80 % de prairies dans leur SFP. Le reste de l'échantillon est composé d'exploitations laitières conventionnelles ayant moins de 80 % de prairies dans leur SFP, 11 exploitations ont entre 70-80 % de prairies dans la SFP, 21 exploitations ont entre 60-70 % de prairies dans la SFP et 13 exploitations ont moins de 60 % de prairies dans la SFP. On remarque que presque 50 % des exploitations laitières conventionnelles de notre échantillon ont moins de 70 % de prairies dans leur SFP (soit plus de 30 % de maïs) (cf. graphique 1 et 2).

Sur nos 70 exploitations, l'irrigation est utilisée dans seulement 8 exploitations. Ces exploitations sont réparties indépendamment du système fourrager utilisé (2 dans chaque groupe conventionnel et aucune en bio). Nous n'avons donc pas jugé utile de regrouper les exploitations selon ce critère.

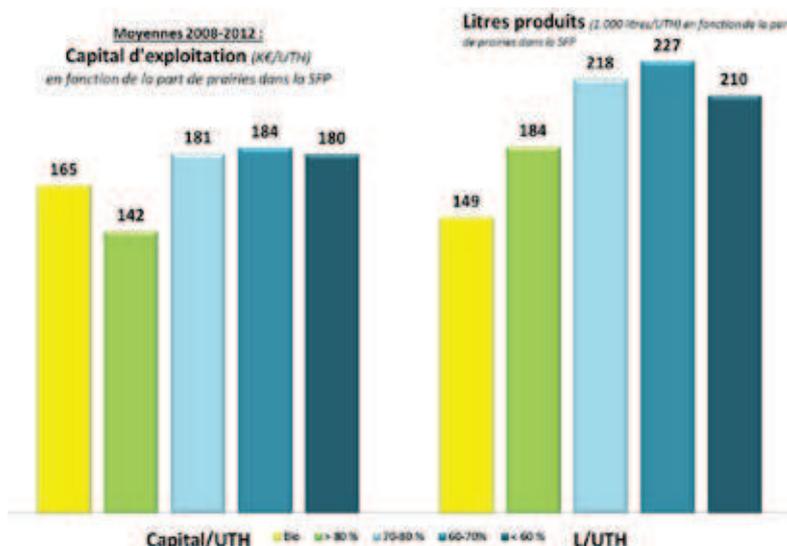
Les caractéristiques des différents groupes :

• La superficie par UTH :
graphique 3

Elle se situe entre 38 et 47 ha. Ce sont les bio qui ont le plus de surface avec 47 ha/UTH, suivis par les conventionnels qui ont de 60-70 % à 70-80 % de prairies dans la SFP. Les conventionnels avec le moins de prairies dans la SFP (<60 %) sont ceux qui ont la plus petite surface avec 38 ha/UTH, ils sont suivis de près par les herbagers qui ont 40 ha/UTH.



graphique 3



graphique 4

• Le Capital d'exploitation par UTH :
graphique 4

Il est sensiblement le même pour les conventionnels (autour de 180 k€/UTH).

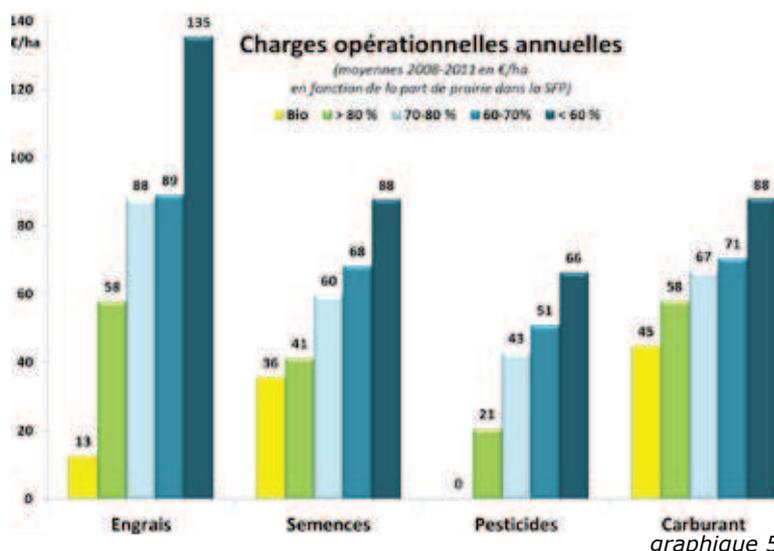
Il diminue pour les systèmes qui ont plus de 80 % de prairies dans la SFP, soit 165 k€/UTH pour les bio et 145 k€/UTH pour les herbagers.

• La quantité de lait produite par UTH :
graphique 4

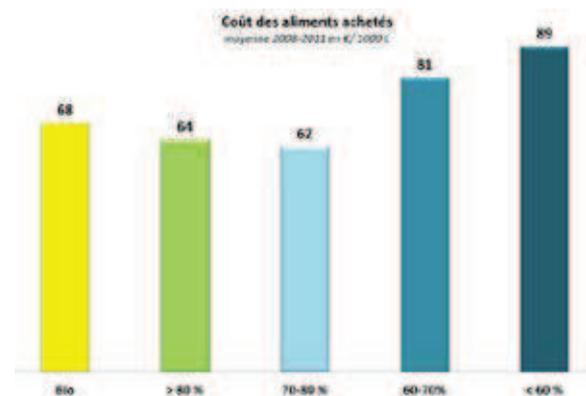
Les conventionnels produisent de 210 à 227.000 litres/UTH. Les herbagers produisent 184.000 litres et les bio, 149.000 litres.

• Les charges opérationnelles annuelles :
graphique 5

Nous constatons une vraie corrélation entre la part de prairies dans la SFP et les consommations d'intrants par hectare en fonction du système fourrager choisi. Plus la part de prairies est importante, moins le système va consommer d'intrants (en €/ha).



graphique 5



graphique 6

• Coût des aliments achetés :
graphique 6

Ce sont les systèmes qui ont moins de 70 % de prairies dans la SFP qui ont des coûts d'aliments achetés les plus importants (+ 80 €/1.000 litres).

Les conventionnels avec 70 à 80 % de prairies et les herbagers ont des coûts plus réduits (environ 60 €/1.000 litres). Les bio ont un coût légèrement supérieur du fait de prix supérieurs.

Conjoncture économique :

Avant de présenter les résultats économiques, il paraît important de comprendre la conjoncture économique dans laquelle se situent les exploitations laitières (graphique 7).

Le graphique ci-contre représente les évolutions de prix relatives depuis 2008 (base 100 en 2005) pour les principaux intrants (engrais et tourteaux de soja), pour l'énergie et pour le lait (moyenne mobile sur 6 mois, lissant les variations saisonnières).

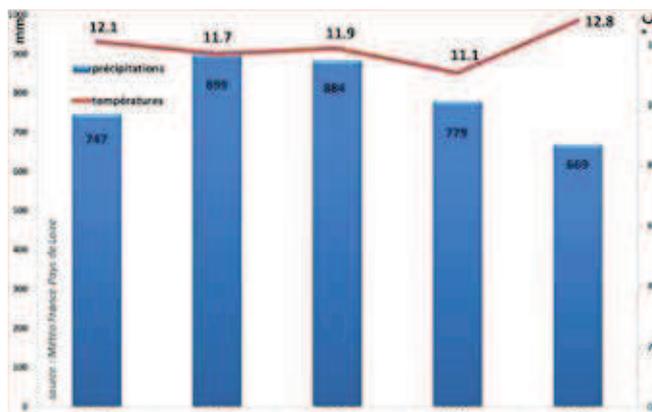
Nous sommes passés d'une conjoncture de prix stables vers un contexte volatil, aussi bien sur le prix des intrants que sur le prix des produits.

En 2008, les cours des matières premières se sont envolés (les émeutes de la faim). Le prix du lait, des intrants et de l'énergie ont été concernés. Cette flambée a annoncé le début d'une nouvelle ère, celle des fluctuations de prix, aussi bien sur les prix payés aux producteurs que sur les prix des intrants. Cette flambée a rapidement été suivie en 2009 par une crise pour le secteur laitier. Le prix du lait est tombé très bas (en deça du prix de 2005). Les prix de l'énergie et des engrais ont suivi cette baisse mais pas le prix des tourteaux de soja qui a continué à se maintenir élevé.

La fin de l'année 2010 est marquée par une remontée progressive du cours de matières premières. Le prix du lait augmente mais pas autant que ceux de l'énergie et des engrais. C'est dans cette continuité que l'année 2011 et le début de l'année 2012 voient les prix des intrants atteindre un niveau proche de 2008. Parallèlement, le prix du lait à la hausse en 2011, subit de nouveau une baisse en 2012.

Conjoncture climatique :
(graphique 8)

La conjoncture climatique depuis 2008 a elle aussi été mouvementée, principalement ces deux dernières années. Nous pouvons considérer que 2008 et 2009 sont deux années climatiques « normales », correspondant en termes de températures et pluviométrie aux moyennes décennales (11.8°C et 884 mm). Les deux années qui suivent sont deux années climatiques sèches avec un déficit de pluviométrie important (-25 % en 2011). L'année 2010 s'est caractérisée par un printemps froid et sec et un été chaud et sec, pénalisant fourrages et céréales. L'année 2011, s'est avérée plus chaude que la moyenne avec un déficit de pluies de - 25 % par rapport à la moyenne. Néanmoins, le printemps chaud et sec a pénalisé principalement la pousse de l'herbe. L'été a lui été chaud et pluvieux, favorisant la pousse du maïs et autres cultures de printemps.



graphique 8

Evolutions de prix (base 100 en 2005)



graphique 7

Synthèse des résultats :

Il s'agit maintenant de comprendre l'évolution des résultats des exploitations laitières en réponse aux aléas constatés tant sur le plan économique que climatique. (cf. graphique 9)



graphique 9

- En 2008, dans une conjoncture de prix porteuse et de climat « normal », les résultats sont proches quel que soit le système fourrager choisi, il est d'environ 22.000 €/UTH.
- En 2009, année climatique normale, le prix du lait conventionnel baisse fortement. Les résultats des exploitations conventionnelles et herbagères sont très impactés. Nous constatons que ce sont les systèmes fourragers avec la part de prairie la moins importante (< 70 %) qui sont le plus impactés (résultats/UTH < 5.000 €). Dans ces systèmes, la quantité de lait produite/UTH est élevée mais également la consommation d'intrants. Ces systèmes sont plus sensibles aux variations de prix des intrants. A l'inverse, les systèmes herbagers produisant moins de lait/UTH vont être moins sensibles aux fluctuations de prix ; parce que le lait produit à l'herbe permet de limiter la consommation d'intrants. Le système conventionnel avec 70 à 80 % de prairies tire son épingle du jeu en maximisant la production laitière mais en utilisant les intrants avec efficacité. Les exploitations laitières en bio, bénéficient d'un prix stable, le résultat se maintient.

- En 2010, année climatique sèche, les prix remontent timidement pour le lait et les intrants. Les résultats s'améliorent sans pour autant atteindre le niveau de 2008. Ils se situent autour de 15.000 €/UTH pour les systèmes herbager et conventionnel ayant entre 80 % et 60 % de prairies. Le groupe ayant en moyenne 48 % de maïs dans sa SFP ne franchit pas la barre des 10.000 €/UTH. La hausse du prix du lait ne suffit pas pour compenser celle du cours des intrants. Le résultat est doublement pénalisé, une année où le climat a été défavorable à la pousse du maïs. La baisse des résultats des exploitations bio s'explique par le recours à des achats extérieurs coûteux pour pallier le déficit fourrager.

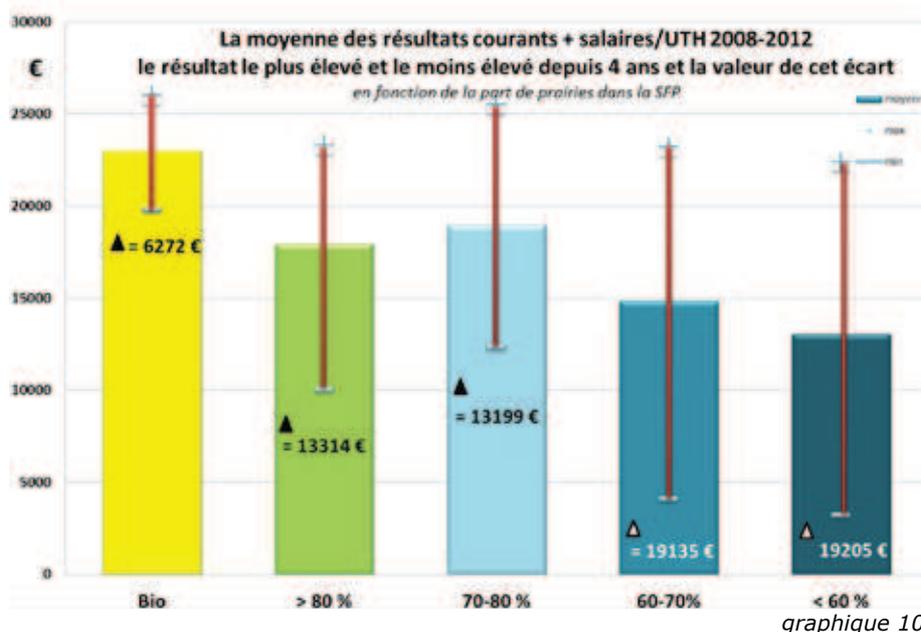
- En 2011, seconde année climatique sèche, l'augmentation du prix des intrants est plus forte que sur le prix du lait. Les résultats des exploitations remontent timidement, ne franchissant pas la barre des 20.000 €/UTH pour les conventionnels (<80 % de prairies), pénalisés par la hausse des prix des intrants. Les herbagers, moins dépendants du prix des intrants tirent ainsi profit au maximum de la remontée du prix du lait. Malgré une année peu propice à la pousse de l'herbe, en particulier au printemps, ces exploitations ont su tirer partie de la valorisation de différentes sources de fourrages et d'une herbe d'été pâturée, peu importante en volume mais de bonne qualité.

En tant que centre de gestion, nous devons également aborder la notion de risque et de variabilité de résultat pour les exploitations laitières (cf. graphique 10).

Notre premier constat est que les exploitations laitières sont aujourd'hui plus sensibles à la variation des prix (donnée récente, 2007-2008) qu'aux aléas climatiques (qui font partie intégrante du métier depuis des générations !).

Deuxièmement, la part importante de prairies dans l'assolement n'est pas un facteur de vulnérabilité des exploitations laitières. Au contraire, les trois groupes qui ont le plus de prairies ont un résultat moyen sur 4 ans supérieur aux groupes avec moins de 70 % de prairies. De plus, l'écart entre le résultat maximum et minimum depuis 2008 est moins important. Les revenus des exploitations avec moins de 70 % de prairies dans la SFP subissent de plein fouet le yo-yo des prix (avec des écarts de revenus de 19.000 €).

Les exploitations bio, bénéficiant d'un prix différencié et stable depuis 4 ans connaissent une fluctuation de résultat deux fois moins importante que les systèmes herbagers et conventionnels avec 70 à 80 % de prairies/SFP.



Conclusion :

A travers cette étude, nous constatons que les résultats des exploitations laitières sont plus impactés par les aléas économiques que par les aléas climatiques. Durant les deux années de sécheresse qui viennent de passer, les agriculteurs ont démontré la capacité d'adaptation de leurs systèmes et les différentes stratégies existantes pour gérer un déficit fourrager. Cependant, il apparaît à travers les résultats de ces quatre années, que les systèmes ayant recouru à une part importante de prairies et des sources de fourrages diversifiés (quand la structure de leur exploitation le permet) sont plus robustes face aux aléas climatiques ; et qu'en revanche les systèmes basés principalement sur le maïs concentrent les facteurs de risques.